



Proposition pour une initiative du PSE sur l'énergie et les changements climatiques

Adoptée par la Présidence du PSE le 30 mars 2006

Accord des leaders du PSE

Lors de leur dernière réunion à Prague, les leaders du PSE ont discuté des enjeux importants de la politique énergétique. Tous les leaders sont fermement en faveur d'une politique énergétique européenne commune. De plus, ils ont souligné l'importance des investissements dans l'efficacité énergétique et les sources renouvelables d'énergie. Le thème de l'énergie nucléaire a également été débattu lors de la réunion et des opinions divergentes ont été exprimées sur cette question.

Il a été accordé de lancer une initiative du PSE sur l'énergie et les changements climatiques. Sur la base des craintes exprimées, le président du PSE a défini quatre grands points dans le cadre de cette initiative :

- Répondre aux craintes en matière de sécurité d'approvisionnement
- La cohérence nécessaire entre les changements climatiques et la politique énergétique
- Le développement et l'utilisation des énergies renouvelables comme fondement d'une nouvelle politique énergétique
- Investir dans l'efficacité énergétique

Il a été accordé que l'initiative du PSE devait se centrer sur ces quatre points dans une approche intégrée.

Contexte politique

Une politique énergétique européenne commune est nécessaire avant tout au vu des préoccupations en matière de sécurité d'approvisionnement, qui se sont intensifiées à la suite de la flambée des prix du pétrole et le conflit entre la Russie et l'Ukraine sur le gaz en début d'année. L'UE importe à l'heure actuelle plus de 50% de son énergie. Si la tendance actuelle se renforce, ce taux passera à 70% pour 2030.

Le livre vert de la Commission sur la politique énergétique commune sera débattu au sommet de printemps à la fin du mois. La Commission publiera un livre blanc (un projet de stratégie) vers la fin de l'année et celui-ci devra être approuvé par les états membres lors du sommet de printemps de 2007, sous la présidence allemande.

Pour que des politiques énergétiques communes et intégrées puissent être menées de façon efficace, il faut aussi plus d'investissements dans les énergies renouvelables afin d'atteindre l'objectif commun de l'UE de 12% pour 2010 (part de la production d'énergie qui doit être constituée d'énergies renouvelables) et une intensification des efforts pour une plus grande efficacité énergétique.



Afin de diminuer la dépendance de l'Europe vis-à-vis des combustibles fossiles, il faut d'une part améliorer notre sécurité énergétique, et d'autre part, faire en sorte que nous tenions nos engagements relatifs au Protocole de Kyoto, entré en vigueur en février 2005. Le sommet du G8 suivant la mise en place de Kyoto a adopté un paquet d'actions en ce sens, et il a reconnu l'urgence du problème des changements climatiques et a établi un dialogue de suivi avec les pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil. D'autres discussions, formelles et informelles, ont été organisées.

Tout ce travail a débouché sur la réunion très réussie de Montréal dans le cadre de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques, en décembre 2005, au cours de laquelle un accord a été conclu pour que les pays signataires de Kyoto revoient leurs engagements futurs et procèdent à une révision ouverte des actions futures après l'horizon 2012 avec la participation de tous les pays. Toutefois, des défis importants devront être relevés d'ici là. Au niveau national, bon nombre de signataires de Kyoto ne sont pour l'instant pas susceptibles de tenir les engagements qu'ils ont pris. Seuls quelques pays travaillent dans le sens des objectifs à long terme afin de réduire les émissions.

Proposition du PSE

Sur la base de la priorité du PSE définie à Vienne (l'objectif de doubler l'objectif en matière d'énergie renouvelable), le PSE lancera une initiative sur l'énergie et les changements climatiques qui intègre les quatre éléments définis ci-dessus et qui sera fondée sur nos valeurs sociales-démocrates. Par ailleurs, d'autres éléments seront également analysés comme l'impact des prix élevés du combustible sur les consommateurs plus pauvres et son effet régressif en matière de redistribution, ainsi que le potentiel des nouveaux secteurs énergétiques en matière de création d'emploi et de croissance.

Afin de faire face au double défi de la sécurité énergétique et des changements climatiques, il faut une approche cohérente, dans laquelle participent les structures du PSE dans les différents domaines. Le calendrier de l'initiative doit prendre en compte le calendrier européen prévu et celui des réunions des leaders du PSE ainsi que le Congrès du PSE.

L'initiative du PSE se déroulera sur deux étapes :

(1) Consultation des coordinations ministérielles du PSE (Avril – juin 2006)

Il est essentiel de définir une approche cohérente, afin de stimuler le débat sur les différents aspects économiques, sociaux et environnementaux de la politique énergétique. Un document de travail apportant une vision d'ensemble sur les défis à relever et posant les questions spécifiques à chaque groupe de ministres et porte-parole du PSE constituera le cadre des débats (durant les réunions de coordination du PSE préalables aux conseils respectifs : énergie, environnement, ECOFIN, développement international, affaires étrangères). Le débat suscité par ces questions sera le point de départ du Groupe de travail du PSE.

(2) Groupe de travail du PSE sur l'énergie et les changements climatiques (Juin – novembre 2006)

Un groupe de travail spécifique du PSE sera créé pour apporter une réflexion plus approfondie sur ce thème. Lors de la réunion des leaders de juin, nous accorderons la composition du groupe de travail et son mandat. Ce groupe se réunira une à deux fois avant le Congrès du PSE et présentera un rapport au congrès.



Coordination avec nos partenaires :

Groupe socialiste

Le Groupe socialiste étudiera les différents éléments du débat sur l'énergie et fera un rapport en juillet/septembre. Ce rapport doit servir de contribution au Groupe de travail du PSE et les synergies entre le rapport du Groupe et le rapport du PSE devront être exploitées.

Syndicats et ONG

Le Groupe de travail consultera la CES et les grandes ONG durant la préparation de son rapport. Il doit également étudier la possibilité d'entretenir des contacts directs avec les représentants de la société civile participant au groupe à haut niveau de la Commission (ex. : John Monks).



Information de base sur la politique énergétique

Calendrier travaux sur l'énergie (2006)

Date	Réunions/dates
8 mars	Livre vert Commission (LV)
14 mars	Les ministres de l'énergie discutent le LV une première fois
16 mars	Ministres énergie du G8
23 & 24 mars	Sommet de printemps – les leaders européens discutent le LV
2 juin	Groupe à haut niveau de la Commission sur l'énergie, l'environnement et la compétitivité
15 & 16 juin	Sommet européen
15-17 juillet	Sommet du G8
Fin 2006	Livre blanc de la Commission
Mars 2007	Le Sommet de printemps adopte une stratégie énergétique commune

Evénements européens

La Commission européenne a présenté son livre vert (document de consultation) sur une politique énergétique commune le 8 mars. La Commission présentera un livre blanc à la fin de cette année, qui constituera la base d'une stratégie énergétique commune qui doit être adoptée par les états membres lors du Sommet de printemps de 2007 (sous la présidence allemande).

Les ministres de l'énergie se sont réunis le 14 mars afin de discuter du livre vert de la Commission et de formuler leur contribution pour le sommet de printemps de cette année, au cours duquel le livre vert sera débattu.

La Commission a également créé un groupe à haut niveau sur l'énergie, l'environnement et la compétitivité, qui discutera les propositions détaillées, y compris les énergies renouvelables et les nouveaux objectifs post-2010.

Changements climatiques

Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur en février 2005. En décembre 2005, lors de la réunion de l'ONU à Montréal, des mécanismes et un plan d'action ont été accordés. Des discussions se sont également tenues sur la stratégie post-2012.

Présidence russe du G8

La Russie a fait de la sécurité énergétique sa priorité numéro un pour sa présidence du G8. Ce thème sera le point principal à l'ordre du jour du sommet du G8, qui se tiendra du 15 au 17 juillet à St Petersburg. Le 16 mars, des discussions se sont tenues entre les ministres de l'énergie du G8 (ainsi que les ministres de l'Inde, de la Chine, du Brésil, d'Afrique du Sud et des représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Banque mondiale) sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

